

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/DS27/3**

28 février 1996

(96-0729)

---

Original: anglais

## COMMUNAUTES EUROPEENNES - REGIME APPLICABLE A L'IMPORTATION, A LA VENTE ET A LA DISTRIBUTION DES BANANES

### Communication de Sainte-Lucie

La communication ci-après, datée du 21 février 1996, adressée par la Représentation permanente de Sainte-Lucie auprès de l'OMC à la Délégation permanente de la Commission européenne, aux Missions permanentes de l'Equateur, des Etats-Unis, du Guatemala, du Honduras et du Mexique, ainsi qu'au Président de l'ORD, est distribuée à la demande de la Représentation permanente de Sainte-Lucie.

---

Le gouvernement de Sainte-Lucie désire vous faire savoir qu'il souhaite participer aux consultations avec les Communautés européennes demandées par l'Equateur, les Etats-Unis, le Guatemala, le Honduras et le Mexique, conformément à l'article 4 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, à l'article XXIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, à l'article 6 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation (dans la mesure où il se rapporte à l'article XXIII du GATT de 1994), à l'article XXIII de l'Accord général sur le commerce des services, à l'article 19 de l'Accord sur l'agriculture (dans la mesure où il se rapporte à l'article XXIII du GATT de 1994) et à l'article 8 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (dans la mesure où il se rapporte à l'article XXIII du GATT de 1994), au sujet du régime communautaire applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes établi par le Règlement n° 404/93 (Journal officiel L47 du 25 février 1993, page 1), et par la législation, les règlements et les mesures administratives ultérieurs de la CE, y compris ceux qui reprennent les dispositions de l'Accord-cadre sur les bananes, qui mettent en oeuvre, complètent et modifient ce régime.

L'article 4 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends prévoit expressément que, au cours des consultations, les Membres devraient accorder une attention spéciale aux problèmes et intérêts particuliers des pays en développement Membres.

La part des bananes dans les exportations de produits agricoles de Sainte-Lucie s'élève à 90 pour cent. Une chute des recettes provenant de l'exportation des bananes aurait des conséquences négatives très sérieuses pour l'économie de Sainte-Lucie. Des modifications du régime communautaire applicable aux bananes qui amoindrirait notablement les dispositions en faveur de Sainte-Lucie mettraient en péril son accès à son seul marché d'exportation et engendreraient une situation catastrophique qui conduirait inévitablement à un désastre économique. Sainte-Lucie a donc un intérêt commercial substantiel dans les consultations demandées par votre gouvernement.

Je vous saurais gré de bien vouloir répondre rapidement à cette demande et souhaite que des arrangements mutuellement acceptables puissent être pris pour que des consultations conjointes aient lieu sur cette question, qui est d'une importance fondamentale pour mon pays.